"De Yalta à San Francisco" dans Combat

Légende: Le 14 février 1945, le quotidien français Combat se montre circonspect face aux décisions adoptées lors de la Conférence de Yalta.

Source: Combat. de la Résistance à la Révolution. dir. de publ. SMADJA, Henri. 14.02.1945. Paris: Combat. "De Yalta à San Francisco", auteur:Gimont, Marcel.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/de_yalta_a_san_francisco_dans_combat-fr-5945dd90-1cd6-4313-8263-15c7efe79f41.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

De Yalta à San Francisco

Il ne faut pas chercher, dans le communiqué final des Trois, un désaveu de ce qui a été fait ou de ce qu'on a laissé faire à Téhéran. On ne remonte pas certains courants. Et on ne remet pas sur le tapis des questions que la présence sur place des vainqueurs a résolues une fois pour toutes.

Il est clair, en outre, que, dès l'instant où l'on tient pour essentiel de fixer le siège de la prochaine conférence à San Francisco, face au Japon, et à une date fatidique (le lendemain du renouvellement — ce qui paraîtrait absurde — ou de la dénonciation — ce qui est maintenant plausible — du pacte russo-japonais), on ne se présente pas devant le partenaire que l'on veut rallier définitivement, avec un programme de bouleversements et de reniements. A Yalta comme à Téhéran, le réalisme n'a pas perdu ses droits.

Mais si M. Roosevelt n'a jamais eu l'intention de condamner sur la mer Noire une politique à laquelle il avait participé ailleurs, du moins, devant les réactions du Congrès et les appels d'isolationnistes convertis sur le tard à un internationalisme de seconde zone, se devait-il de freiner les mauvais penchants et d'apporter, dans la discussion, un ton et des méthodes dont on avait fini par perdre l'habitude. On peut dire que, sur ce point, il a, aux yeux de ses compatriotes, assez bien réussi.

Quant à nous, nous nous contenterons d'attendre la suite. Lorsqu'on pense à l'avenir, et, par delà l'Allemagne abattue et réduite à merci, au sort des peuples dont le souhait le plus ardent est de ne pas être libérés d'un impérialisme pour en connaître un autre ou plusieurs autres, on préfère se garder de tout acquiescement hâtif. La douleur rend méfiant.

Or, sans parler de l'allure générale du communiqué, qui, malgré son extension, son caractère d'universalité et ses références à la Charte de l'Atlantique, fait encore très « grande puissance dictant ses volontés au monde », on découvre, dans les considérations des Trois, des réticences et des absences de nature à intriguer les esprits les plus innocents.

Nous ne reprocherons pas aux Trois d'avoir ajourné le tracé des frontières de l'ancien Reich. Au contraire ! M. Churchill a eu raison d'insister pour que rien ne soit décidé avant d'entendre la France et ces Polonais que la ligne de l'Oder effraie beaucoup plus qu'elle ne les enchante. Et puis, la précision avec laquelle les Trois nous expliquent comment ils s'y prendront pour extirper le militarisme allemand et le nazisme, comment ils élimineront ou contrôleront toute industrie allemande qui puisse servir à la production de guerre, répond largement à nos désirs.

Nous ne pousserons pas l'indiscrétion jusqu'à demander ce que deviennent von Paulus et son équipe de la radio de Moscou dans cette affaire, pas plus que nous ne nous aviserons d'anticiper sur le genre de collaboration qui, dans la pensée des Trois, doit réunir à Varsovie et à Belgrade des hommes qui ont passé ces derniers mois à s'injurier. Admettons que les peuples seront à même de se prononcer librement. Le temps, nous dira-t-on, arrange parfois bien des malentendus. Mais ce n'est là que la plus heureuse hypothèse.

Ceci dit, nous pouvons nous étonner qu'aucune allusion n'ait été faite à l'Autriche. Il s'agit pourtant d'un problème essentiel. Tant que ce problème ne sera pas résolu, toute l'Europe centrale et balkanique, du point de vue politique comme du point de vue économique, sera frappée d'impuissance.

Mais ce qui nous inquiète davantage encore, c'est le silence que les Trois observent sur le rôle des grandes puissances dans le système international de paix ébauché à Dumbarton Oaks, revu et corrigé à Yalta.

On nous assure qu'une entente a été réalisée au sujet de la procédure du vote en cas d'urgence. Bravo ! Cependant, nous demanderons timidement : sous quelle forme ? Les Russes ont-ils obtenu gain de cause, eux qui, naguère, se refusaient obstinément à abandonner le droit de veto, même s'ils étaient partie dans le conflit examiné ? Ou bien, renonçant à la règle de l'unanimité, se sont-ils engagés à accepter le verdict de la majorité ? Mystère ! Pourtant, tout l'édifice de la paix future, de la vraie paix, dépend de ce point d'interrogation. En d'autres termes, les grandes puissances persistent-elles à prétendre imposer leur volonté

aux nations arbitrairement qualifiées de petites ?

Nous l'avouerons, nos espoirs sont assez minces, et l'on peut se demander si ce n'est pas de ce côté-là qu'est intervenu le compromis qui a amené les Russes et les Américains à faire, les premiers en ce qui concerne leurs voisins, les seconds en ce qui concerne le traitement réservé à l'Allemagne, un échange de concessions dont on a tiré au bout du compte un accord. L'Europe voudrait être fixée.

Enfin, et d'un point de vue qui n'est pas celui où se placent à l'étranger les promoteurs d'alliances et les grands découpeurs de zones d'influence, nous continuons à considérer que les Trois ont commis une maladresse en écartant la France de débats qui ne peuvent trouver de solutions raisonnables qu'en sa présence. Pourquoi différer ce qu'il eût été sage et courtois d'accepter sans délai ? Tchang-Kaï-Chek lui-même, si nous l'interrogions, serait probablement de notre avis, car, sans vouloir le désobliger en aucune façon, nous nous habituons difficilement à voir aujourd'hui la France et la Chine sur le même rang.

Marcel GIMONT.